

Un parcours au service de la collectivité

Anne Hiltpold

En ma qualité d'élue au Conseil administratif de la Ville de Carouge depuis plus de 7 ans, je suis en charge de la police municipale, des ressources humaines et du service des affaires sociales, qui comprend notamment l'État civil, la petite enfance, la jeunesse, les seniors, l'intégration, la cohésion sociale et l'aide sociale.

C'est ainsi tout naturellement que je suis particulièrement intéressée par les questions de cohésion sociale, d'intégration, de politique des aînés, de conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle (pour laquelle la politique de la petite enfance et celle des RH est déterminante), ainsi que par celles de la sécurité.

Depuis mon entrée en fonction, j'ai renforcé la dotation de notre police municipale et revu la couverture horaire, afin d'augmenter la présence et la visibilité des agents sur le terrain, au moment où la population en a le plus besoin. La police communale exerce une mission de proximité et elle doit être proche de la population.

S'agissant des questions RH, nous avons mis en place le télétravail et pris des mesures permettant à notre personnel de mieux concilier la vie professionnelle avec la vie privée, notamment par l'assouplissement des horaires de présence obligatoire. Offrir plus de liber-

tés aux collaborateurs en fixant avec eux des objectifs clairs a permis à cette réforme de fonctionner. Nous avons aussi adopté un règlement sur l'égalité et la diversité et prenons toute une série de mesures en lien avec ces questions.

En termes de petite enfance, j'ai aussi œuvré pour que les places de crèches soient attribuées en priorité aux parents qui travaillent ou qui sont en recherche d'emploi (ce qui n'était pas le cas auparavant !), j'ai créé un secteur dédié, nous avons ouvert des places supplémentaires et prévoyons nos prochaines crèches dans le PAV, nous avons harmonisé les horaires et centralisé la gestion administrative de nos institutions (refacturation aux parents et paiement des salaires), sans municipalisation. Malheureusement, nous n'arrivons pas à répondre à l'entier de la demande, pour des questions de coûts, et je suis absolument consciente de l'enjeu sociétal que cela représente. La question peut d'ailleurs se poser de savoir si cette politique de la petite enfance doit rester communale ou devenir cantonale. Il s'agit aujourd'hui de considérer le rôle des institutions de la petite enfance comme

des lieux d'éducation précoce, et non plus comme de la simple socialisation, et encore moins du gardiennage.

En parallèle de mon mandat à Carouge, je suis membre du comité du GIAP (groupement parascolaire), qui est en charge de l'encadrement du parascolaire dans les écoles primaires, ainsi que vice-présidente de la FASe (Fondation pour l'animation socioculturelle), qui regroupe notamment les centres de loisirs, maisons de quartiers, jardins robinsons et travailleurs sociaux hors murs. Je siège également dans deux conseils de fondation d'EMS, je préside une association intercommunale pour l'accueil familial de jour et je suis vice-présidente de la Fondation des temples construits avant 1907. Enfin, je préside également la Caisse de pensions de la commune de Carouge pour laquelle

j'ai mené à bien une réforme structurelle durant la législature précédente.

A côté de mes mandats politiques, je travaille comme avocate à la Chambre genevoise immobilière. J'ai été responsable du service juridique pendant plusieurs années (de 2006 à 2015) et je suis actuellement secrétaire générale adjointe. Notre mission est principalement de défendre les propriétaires, mais également de favoriser l'accession à la propriété. Un objectif que je souhaite défendre durant cette campagne, comme celui de maintenir la prospérité de notre canton et de sa population. C'est pourquoi je suis convaincue de l'importance de se battre pour une économie forte, de défendre une fiscalité attractive ou encore de réformer de façon pérenne notre fonction publique.

Je suis convaincue de l'importance de se battre pour une économie forte, de défendre une fiscalité attractive ou encore de réformer de façon pérenne notre fonction publique.



RÉGIE TOURNIER

Location – Vente

Toutes opérations immobilières

Régie Tournier SA
Cours de Rive 4
1204 Genève

+41 22 318 30 70
regie@tournier.ch
www.tournier.ch

